

La Mission Internationale « Justice pour Berta Cáceres » rend ses préoccupantes conclusions préliminaires

Communiqué de Presse
Tegucigalpa, 21 Mars 2016

La Mission Internationale « Justice pour Berta Cáceres », composée de 14 parlementaires, expert-e-s et militants provenant de 9 pays d'Amérique Latine et d'Europe, a mis fin aujourd'hui à sa visite au Honduras, où elle a développé ses activités entre le 17 et le 21 Mars.

Parmi ses membres se trouvaient : une représentante des Mères de la Place de Mai – Linea Fundadora, des député-e-s des Congrès espagnol et mexicain et du Parlement Européen, une ex-magistrate de la Cour Suprême du Salvador, des représentants d'importants syndicats comme l'AFL/CIO-CSA des Etats-Unis, et L'Union Nationale des Travailleurs du Mexique (UNT-CSA), ainsi que des membres d'organisations de taille régionale comme Jubilé Sud, Amis de la Terre Amérique Latine et Caraïbes (ATALC) et de réseaux globaux comme la Campagne Globale pour Démanteler le Pouvoir des Transnationales et mettre fin à l'Impunité, entre autres.

La Mission a été constituée dans le but de s'entretenir avec des instances et des fonctionnaires du gouvernement, de la justice et du parlement, ainsi que des représentants des mouvements sociaux honduriens, des représentants des Nations Unies et de l'Ambassade des Etats-Unis et de la Représentation diplomatique de l'Union Européenne dans ce pays. **Tout ceci dans le but de contribuer à éclaircir l'assassinat, au début du mois de mars, de la leader indigène lenca Berta Cáceres et de soutenir l'urgente libération du membre de MAPDER et coordinateur de Autres Mondes A.C./ Amis de la Terre Mexique, Gustavo Castro Soto, ainsi que la garantie de son intégrité physique et de son retour au Mexique.**

L'agression fatale qui mit fin à la vie de la lauréate du prix Goldman 2015 et blessa le militant mexicain a été analysée par la Mission non comme un fait ponctuel, mais dans le cadre de la répression continue et systématique contre les défenseur-e-s des Droits de l'Homme et de l'environnement au Honduras. Dans ce pays on projette et met en œuvre, de façon violente, dans les territoires des communautés indigènes et paysannes, un grand nombre de méga-projets d'infrastructures, comme le Projet « Agua Zarca », contre lequel luttait Berta Cáceres et l'organisation qu'elle coordonnait, le Conseil des Organisations Populaires et Indigènes (COPINH). De façon générale, ces méga-projets sont conduits sans respecter le droit à la Consultation préalable et informée des communautés. En particulier dans le domaine des ressources hydriques, après le coup d'Etat de 2009, l'adoption de la Loi Générale des Eaux et de l'exploitation Minière a provoqué l'adjudication, sans les évaluations environnementales pertinentes, ni le respect du Droit à la consultation préalable et informée, d'un grand nombre de concessions et de projets miniers. Ces méga-projets sont facilités et promus par les Traités de Libre Echange comme celui signé entre les Etats-Unis et l'Amérique Centrale ou les Accords d'Association et de protection des investissements comme celui signé avec l'Union Européenne. Ces traités garantissent les intérêts des entreprises transnationales, mais ne disposent d'aucune norme contraignante qui sanctionne le respect des droits humains. **Face à cette situation, des organisations de communautés affectées comme le COPINH se retrouvent dans la ligne de mire de la répression.** A ce propos, le Député espagnol et membre de la Mission, Pedro Arrojo a souligné que « nous avons recueilli des témoignages d'un grand nombre de menaces qu'ont reçues tant Berta Cáceres que sa famille et d'autres membres du COPINH de 2013 jusqu'à aujourd'hui ».

Les résultats préliminaires de la Mission ont été présentés aujourd'hui dans le cadre d'une conférence de presse, qui a bénéficié d'une importante couverture médiatique et qui a été

retransmise en direct au niveau international. Parmi ses premières conclusions, la Mission a souligné la gravité de l'absence au Honduras de garanties en termes de principes démocratiques, de libertés fondamentales et de droits humains. En ce sens, elle a rappelé que les juges font fréquemment l'objet d'actes d'intimidation, ce qui s'accompagne d'un manque notoire d'indépendance du système judiciaire par rapport au Gouvernement. De même, la Mission a constaté la violation flagrante du Droit International dans la mise en œuvre des méga-projets et tout particulièrement de celui d' « Agua Zarca », en raison des actions et omissions de l'entreprise DESA et du Gouvernement hondurien lui-même. Ce fait a été relié aux liens étroits entre le Gouvernement et divers pouvoirs économiques comme ceux de grandes entreprises et d'institutions financières internationales qui participent aux projets. La Mission a affirmé qu'elle n'a trouvé aucune volonté politique du Gouvernement hondurien face à la lutte contre l'impunité dans la violation des Droits Humains, et que même le système de protection ne fonctionne pas. Son échec explique en partie que Berta Cáceres, qui bénéficiait de mesures de protection dictées par la Commission Interaméricaine des Droits Humains, ait été assassinée. En même temps, la Mission a fait observer qu'**il n'existe pas de motifs légaux qui justifieraient de continuer à restreindre la liberté de Gustavo Castro Soto**, interdisant son retour au Mexique. Pis encore, selon ses membres, en tant que témoin direct de l'assassinat de Berta Cáceres Flores, rester au Honduras met sa vie en danger.

La Mission a énoncé des recommandations préliminaires pour l'Etat du Honduras de façon générale et spécifique en ce qui concerne les cas de Berta Cáceres et de Gustavo Castro. De même, elle a émis des recommandations préliminaires pour les Gouvernements des Etats-Unis et de l'Union Européenne. En ce sens, **la Mission Internationale a affirmé que le Conseil Européen devrait suspendre l'Accord d'Association avec le Honduras** tant que n'est pas remplie l'obligation de « parvenir au plein respect de tous les droits humains et libertés fondamentales ». De même, **la Mission a demandé au Gouvernement des Etats-Unis qu'il éclaire les conditions et les termes de sa participation à l'enquête sur l'assassinat de Berta Cáceres**. En outre, devant les irrégularités commises dans l'enquête sur l'assassinat de Berta Cáceres et d'autres membres du COPINH, la Mission a souligné que le financement en provenance de l'Etat espagnol et de l'Union Européenne par le Programme EuroJustice devrait être évalué. [réexaminé]

Pendant la conférence de presse, il a été remarqué que le Gouvernement du Honduras s'est caractérisé par le manque de transparence et de clarté sur le cas de Berta Cáceres. En fait, la Mission Internationale, reprenant la demande du COPINH, et répondant à l'ample méfiance sociale qu'engendre l'impunité des multiples assassinats survenus à cette date, **a manifesté son soutien à la demande d'une enquête indépendante, avec la participation d'organismes internationaux des Droits Humains, comme la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme.**

Pendant la conférence de presse, Gustavo Lozano, universitaire et avocat de la coalition de mouvements sociaux pour l'eau et pour la terre (MADPER et REMA), a rappelé que « Gustavo Castro est une figure aussi éminente que Berta Cáceres. La Mission Internationale dénonce sa rétention illégale au Honduras ». A son tour, Tom Kucharz, membre de la Campagne Global pour Démanteler le Pouvoir des Transnationales et mettre fin à l'Impunité a commenté que « prochainement sera préparé un rapport final et qu'il y aura un travail intense avec les institutions parlementaires au niveau régional et international sur ce cas. L'engagement éthique et moral qu'amène la Mission Internationale est de mettre tout en œuvre pour obtenir justice pour Berta Cáceres ».

Contact avec la Mission :
misioninternacionaljbc@gmail.com

La délégation est composée de :

Miguel Urbán Crespo - Europa, Eurodiputado PODEMOS - Grupo de Izquierda Unitaria Europea, Izquierda Verde Nórdica GUE/NGL

Nora Cortiñas - Argentina, Madre de Plaza de Mayo-Línea Fundadora

Candelaria Ochoa – Diputada del Congreso mexicano

Pedro Arrojo – España, Diputado de PODEMOS en el Congreso de los Diputados de España

José Olvera - México, UNT-CSA México, Unión Nacional de Trabajadores / Confederación Sindical de Trabajadores y Trabajadoras de las Américas

Beverly Keene - Argentina, Coordinadora Diálogo 2000-Jubileo Sur Argentina, integrante de la Campaña Global para Desmantelar el Poder de las Transnacionales y poner fin a la Impunidad.

Mirna Perla Jiménez - El Salvador, Ex Magistrada Corte Suprema de Justicia de El Salvador

Brian Finnegan - Estados Unidos, AFL/CIO – CSA. Federación estadounidense del trabajo y congreso de organizaciones industriales

Zulma Larin - El Salvador, Coordinadora Red de Ambientalistas Comunitarios y Coordinación de la Alianza por la Gobernabilidad y la Justicia

Natalia Atz Sunuc - Guatemala, Amigos de la Tierra América Latina y el Caribe (ATALC), integrante de la Campaña Global para Desmantelar el Poder de las Transnacionales y poner fin a la Impunidad.

Gustavo Lozano - México, Académico y Abogado de la coalición de movimientos sociales por el agua y por la tierra (MAPDER y REMA) en articulación con el movimiento centroamericano.

Tom Kucharz - España, Asesor político de la delegación de PODEMOS en el Parlamento Europeo, integrante de la Campaña Global para Desmantelar el Poder de las Transnacionales y poner fin a la Impunidad.

Miguel Ángel de los Santos - México, Abogado de la Red Iberoamericana de Jueces.

Source : <http://radiomundoreal.fm/8971-mision-internacional-justicia-para?lang=es>